

Maria Zakharova , porte-parole de Sergueï Lavrov

"Si nous parlons de libéralisme, en tant que système politique, une sorte de matrice de valeurs, son postulat le plus important est la liberté de vision du monde... Alors pourquoi ces pays se sont-ils réunis dans un club fermé qui n'accepte que leurs semblables? Seuls ceux qui pensent et vivent selon les valeurs approuvées par quelqu'un?», écrit la diplomate Maria Zakharova qui affirme que «on ne peut pas se réclamer du libéralisme tout en étant intolérant à la dissidence pacifique».

S'il s'agit des principes libéraux de l'économie dans le G7, alors «jadis, c'était le cas», a-t-elle noté.

«Il y a longtemps. Aujourd'hui, les modèles économiques de ces pays ne sont pas basés sur des mécanismes de marché reposant principalement sur les lois de la libre concurrence, mais sur un protectionnisme étatique sévère. Il se réalise par un contrôle manuel à l'aide de sanctions, de manipulations financières, d'effets sur le prix de l'énergie grâce à une politique étrangère agressive, etc.», a déclaré la porte-parole.

Elle souligne que l'économie libérale n'a rien à voir avec la guerre commerciale, dans laquelle «tous les moyens sont bons, jusqu'à la destruction du système juridique de relations existant».



Auparavant, Donald Trump avait jugé «certainement possible» d'inviter le président russe Vladimir Poutine au prochain G7 qui se passera aux États-Unis.

La question de cette réintégration a été abordée lors de [la rencontre entre Vladimir Poutine et Emmanuel Macron](#) au fort de Brégançon. La situation en Ukraine est un point de tension entre Moscou et une partie des pays occidentaux. Bien qu'il juge cette évolution «pertinente», le pdt Emmanuel Macron a exclu un retour sans conditions.

Après les propos du chef d'État américain, le Kremlin a précisé que si l'invitation était faite, elle serait considérée par la présidence russe .